Le point sur...

Russie : la réforme de l'enseignement supérieur

Tatiana Kastouéva-Jean

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/476>

DOI : 10.4000/ries.476

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009

Pagination : 14-16

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Tatiana Kastouéva-Jean, « Russie : la réforme de l'enseignement supérieur », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 50 | avril 2009, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/476> ; DOI : 10.4000/ries.476

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Le point sur...

Russie : la réforme de l'enseignement supérieur

Tatiana Kastouéva-Jean

- 1 La Russie a lancé depuis 2003-2004 un grand chantier de l'enseignement supérieur dont l'objectif est double. D'une part, les réformes du secteur sont appelées à dépasser l'héritage soviétique – riche, mais obsolète – pour former des cadres dont l'économie russe a besoin aujourd'hui afin de réussir le passage tant débattu à l'« économie de la connaissance ». D'autre part, elle cherche à gagner des parts du marché éducatif international, ce qui comporte des enjeux économiques et contribue à satisfaire sa quête d'influence et de prestige.

Un grand chantier interne

- 2 La rationalisation et l'optimisation du réseau sont au cœur de la réforme. En effet, le nombre d'établissements d'enseignement supérieur (EES) en Russie a cru d'une manière exponentielle depuis la chute de l'URSS, en profitant de la liberté d'entreprendre et d'une demande solvable des ménages. Il a plus que doublé entre 1990 et 2008, passant de 514 à 1 108 (plus de 3 000 avec des filiales) dont certains ne délivrent pas une formation de qualité requise. Il est donc prévu d'en fermer une partie. Cette réduction va aussi dans le sens des prévisions démographiques qui annoncent une chute des effectifs au cours des dix prochaines années. Les autres établissements sont invités à se regrouper autour des leaders pour faire jouer les économies d'échelle. La concentration se fait à la fois sur des critères de proximité géographique et de complémentarité fonctionnelle. Le nombre d'universités doit, par exemple, être ainsi ramené à une cinquantaine. Les nouveaux pôles d'excellence profiteront d'injections financières importantes. Le projet national « Éducation », lancé en septembre 2005, a été le premier pas de cette stratégie dans le but d'identifier les leaders. Dans le cadre de ce projet, 57 ESS (soit 10 % des ESS publics),

sélectionnés pour leur potentiel innovant, ont reçu un soutien public à hauteur de 30 milliards de roubles (soit 857 millions d'euros).

- 3 Le système d'enseignement supérieur russe doit se composer à terme de trois groupes d'EES. Le premier sera formé d'« universités de recherche fédérales » ayant vocation à couvrir les besoins des régions ou des districts fédéraux (il y en a sept en Russie) en cadres et chercheurs. Deux universités fédérales ont déjà été créées, l'une dans le Sud, autour de l'université d'État de Rostov, et l'autre en Sibérie, sur la base de l'université d'État de Krasnoïarsk. Le deuxième groupe se composera d'« universités de recherche nationales », de taille plus réduite, qui seront appelées à servir les besoins des secteurs de pointe comme le nucléaire et la métallurgie, sans être tenues aux besoins des régions. Pour sélectionner les membres de ce deuxième « club », un concours aura lieu courant 2009 dont les critères de sélection et les montants de financement restent encore à préciser. À condition d'apporter 20 % de participation financière, les gagnants du concours bénéficieront d'un financement conséquent pendant cinq ans, ce qui leur permettra de renforcer leur potentiel en finançant des équipements de pointe et des formations pour les professeurs. Enfin, un troisième groupe comprendra tous les autres EES qui sont incités à troquer le statut d'établissement public contre celui d'établissement autonome: ils appartiendront toujours juridiquement à l'État, mais ils ne bénéficieront plus de financements publics suffisants, ce qui les obligera à des opérations permanentes de recherches de financements auxquelles ils ne sont guère préparés.
- 4 L'autre but de la réforme est le rapprochement de l'enseignement et de la recherche, cette dernière relevant historiquement du domaine de l'Académie des sciences russe. Un EES sur huit seulement fait de la recherche en Russie. Dans les dépenses totales de R&D, le secteur d'enseignement supérieur ne représente que 6,1 % (soit 0,08 % du PIB). L'appellation « université de recherche » traduit justement cette priorité du gouvernement à l'œuvre depuis 2004 avec la création d'un seul ministère de l'Enseignement et de la recherche (MER). Les établissements des deux premiers groupes devront s'entourer d'une ceinture d'entreprises innovantes, de *start-up*, de « business-incubateurs » pour commercialiser les résultats de leur recherche fondamentale et, surtout, appliquée. Ils doivent ainsi devenir rapidement capables de s'autofinancer grâce aux commandes du secteur industriel. Un projet de loi allant dans ce sens est en préparation. Les retombées externes attendues de cette nouvelle organisation sont l'impulsion au développement de l'économie des régions, d'une part, mais aussi la croissance de la part russe dans les exportations mondiales de hautes technologies, d'autre part. Le « cercle vertueux » que cherche à créer le MER s'inspire sans ambages du modèle des grandes universités américaines. Il s'agit là d'une vraie révolution du schéma mental par rapport à l'époque soviétique et même à celle dite « de transition ».

En quête de reconnaissance et d'intégration internationales

- 5 Ces objectifs internes se couplent avec une quête de reconnaissance et d'intégration internationales. Après une période au cours de laquelle elle a été l'objet d'aides techniques et financières, la Russie vise à établir des coopérations internationales plus équilibrées, à attirer étudiants, enseignants et chercheurs étrangers, à exporter ses services éducatifs et à promouvoir une image positive. Or, les établissements russes

occupent une place modeste dans les classements internationaux. Seules deux universités russes figurent dans les cinq cents établissements du classement de Shanghai en 2007. Ainsi, l'Université d'État de Moscou (MGU) se situe à la 72^e place, et l'Université d'État de Saint-Petersbourg, à la 340^e. En dépit d'une longue tradition d'accueil à l'époque soviétique, la Russie ne reçoit plus que 3,3 % des flux des étudiants internationaux, tandis que les États-Unis en accueillent 26,6 %. Si les étudiants étrangers apportent aux États-Unis 18 milliards de dollars par an, la Russie ne touche que 350 millions de dollars. Pour corriger cette situation, plusieurs mesures sont envisagées. En 2003, la Russie a adhéré au processus de Bologne de création d'un espace européen commun de l'enseignement supérieur. Dans le cadre de ce processus, elle adopte deux niveaux de formation *bakalavriat/magistratura* (licence/maîtrise en France), introduit le supplément de diplôme reconnu au niveau européen, favorise la mobilité académique, etc. Parmi d'autres mesures envisagées: la réflexion sur une vraie stratégie d'exportation des services éducatifs, une augmentation du budget pour les bourses aux étudiants étrangers, un meilleur classement pour les nouvelles universités russes, etc. La communauté universitaire russe, pour sa part, a présenté en février 2009, un nouveau classement (*New Global Ranking*) où la Russie occupe la 8^e place.

La crise, quel impact ?

- 6 Pour tenir le cap, la continuité de la volonté politique et de l'effort financier sont nécessaires. La volonté politique est indéniable. La stratégie choisie ne semble pas rencontrer d'oppositions virulentes au sein de la communauté universitaire.
- 7 En revanche, la crise financière actuelle touche de plein fouet la Russie. La forte dévaluation du rouble et l'effondrement du prix du pétrole rendent l'avenir incertain. Pour l'instant, les concepts de la réforme de l'enseignement supérieur ne sont pas remis en cause mais le manque de ressources peut différer sa mise en œuvre et altérer son efficacité. Le ministre Foursenko, qui a lancé les réformes sous la présidence Poutine et qui continue son travail dans le gouvernement actuel, a reconnu courant février qu'il s'attendait à deux à trois années « particulièrement difficiles » pour le système d'enseignement russe, mais a assuré que le financement ne serait pas réduit. Pour l'instant, il n'est pas question de renoncer au rêve choyé par le recteur de la célèbre Université d'État de Moscou (MGU), Viktor Sadovnichy, d'« avoir le meilleur système éducatif au monde ».

INDEX

Mots-clés : enseignement supérieur, réforme de l'enseignement

Index géographique : Russie

Keywords : higher education, educational reform

Palabras claves : enseñanza superior, reforma de la educación

AUTEUR

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN

Elle est diplômée de l'École normale supérieure d'Ekaterinbourg, de Sciences-Po/Mgimo (master franco-russe de relations internationales) et de l'université de Marne-la-Vallée (DEA en relations internationales). Chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), elle travaille sur l'enseignement supérieur, le potentiel technologique et le système national d'innovation en Russie.